

lmpac


204

• avril-mai 2026
CPPAP : 0715 S 07535
• 2,50€

MÉDIAS / PAGES 4-7
**Les "3 types"
de concentration**

**IRAN 78, TÉMOIGNAGE /
PAGES 16-19**
**Iran, an 01,
la révolution de 1978**

HISTOIRE / PAGES 20-24
**La Révolution de 1848
ou l'éphémère Seconde
République (deuxième partie)**



PRESSE / PAGES 8-10
**LA PRESSE
EN PLEINE
CRISE DE TÊTE**

impac | 204 sommaire



MÉDIAS pages 4-7

Les "3 types"
de concentration

PRESSE pages 8-10

La presse en pleine crise
de tête

PRESSE pages 11-14

États généraux de l'information
2023, rappel des propositions
de la Filpac

IRAN 78, TÉMOIGNAGE pages 16-19

Iran, an 01, la révolution de
1978

HISTOIRE pages 20-24

La Révolution de 1848 ou
l'éphémère Seconde République
(deuxième partie)

LECTURES pages 25-26

BILLET D'HUMEUR page 27



impac avril-mai 2026 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : **Carlos Tunon**

Ont participé à ce numéro : **Rémi Champenier, Jérémie Demay, Jacques Dimet, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Carlos Tunon**

Coordination : **Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre**

Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre**

Correction : **Anne Duvivier** / Photos : Adobe Stock, D.R.

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



L'intelligence humaine

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Il ne faut pas tourner autour du pot : l'intelligence artificielle détruit déjà des emplois. Et, au passage, elle dévore des ressources naturelles à une vitesse industrielle. Le monde de la presse n'est pas épargné. Loin de là. Après tout, pourquoi payer un journaliste pour assister à une conférence de presse ? Il suffit de récupérer le dossier de presse, de le confier à une IA et de lui demander un résumé bien propre. Elle peut même extraire quelques citations et respecter la longueur imposée. Pour illustrer l'article, un simple mail au service communication fera l'affaire.

L'IA remplira les pages plus vite que n'importe quelle rédaction. Sept jours sur sept. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Elle pourra ingurgiter des centaines de dossiers de presse par jour sans broncher, sans réclamer d'augmentation ni tomber malade. Jamais elle ne critiquera l'infâme café de la machine. Derrière ce rêve éveillé de bien des gestionnaires, est-ce encore du journalisme ? Attend-on réellement d'un journaliste qu'il recopie docilement ce qu'on lui glisse sous le nez sans poser la moindre question ? Qu'il transforme des éléments de langage en articles et des communiqués en informations ? Un véritable travail journalistique commence précisément là où le dossier de presse s'arrête. Il faut vérifier. Recouper. Hiérarchiser. Remettre en contexte. Trier l'essentiel de l'accessoire afin que le lecteur n'ait pas lui-même à démêler le vrai du faux. Avant même de mettre un pied dans une conférence de presse, il faut préparer son sujet. Lire. Chercher. Téléphoner. Confronter les points de vue. Bref, éviter d'arriver la fleur au stylo.

Faut-il rendre les stylos, fermer les carnets et laisser la propagande occuper tout l'espace ?
Pas si vite. La subtilité ne fait pas partie du code informatique. L'honnêteté intellectuelle non plus.

Une conférence de presse peut être utile pour croiser un interlocuteur qui refuse obstinément de répondre au téléphone. Entendre le mot lâché hors micro. Saisir le regard embarrassé au moment d'une question gênante... Une IA peut-elle faire cela ? Bien sûr que non. En revanche, elle sera choyée par certaines directions qui rêvent depuis des années de remplacer les journalistes par des moines copistes numériques. Car réfléchir crée des problèmes. Poser des questions aussi. Enquêter sérieusement peut devenir

franchement embarrassant pour les affaires de certains propriétaires.

Voilà pourquoi tant de dirigeants, souvent plus doués pour compter les économies que pour produire de l'information, vident progressivement les rédactions. Quant aux survivants, leur avenir ressemble à une lente noyade : toujours plus de sujets à traiter, toujours moins de temps pour le faire correctement, jusqu'à l'abandon de ce qui faisait la noblesse du métier.

L'IA peut imiter, mais pas enquêter

Faut-il rendre les stylos, fermer les carnets et laisser la propagande occuper tout l'espace ? Pas si vite. La subtilité ne fait pas partie du code informatique. L'honnêteté intellectuelle non plus. Pas davantage le doute, l'intuition, l'esprit critique ou le sens de l'humour. Toutes ces qualités qui distinguent un journaliste d'un simple générateur de textes. L'intelligence artificielle peut imiter, mais elle ne peut pas enquêter. Elle ne peut pas sentir qu'une histoire ne tient pas debout. Elle ne peut pas flairer un mensonge, gagner la confiance d'une source ou comprendre ce qu'un responsable politique essaie précisément de cacher.

Le journalisme ne survivra donc pas grâce à la technologie. Il survivra grâce à ce qui lui donne sa raison d'être : la curiosité, l'indépendance et l'esprit critique. À condition, bien sûr, que les propriétaires des médias cessent de considérer l'information comme un simple coût de production. Car lorsque les journaux renoncent à penser, les citoyens finissent toujours par renoncer à les lire. Lorsqu'ils cessent de les lire, c'est un pilier entier de la démocratie qui commence à se fissurer. ●

UNIVERSAL MUSIC
CANAL+
EDITIS
ROBERT LAFFONT
PLON
LA DÉCOUVERTE
GRASSET
EUROPE 1
LE JOURNAL DU DIMANCHE
TELE LOISIRS
CAPA
CNE

N°: 2026/1
NOM: **BOLLORE**
PRÉNOM: **VINCENT**
DÉLIT: CONCENTRATION POUR CONSPIRATION

LA PROVENCE
CORSE-MATIN
LA TRIBUNE
BFM
RMC
BRUT
MG

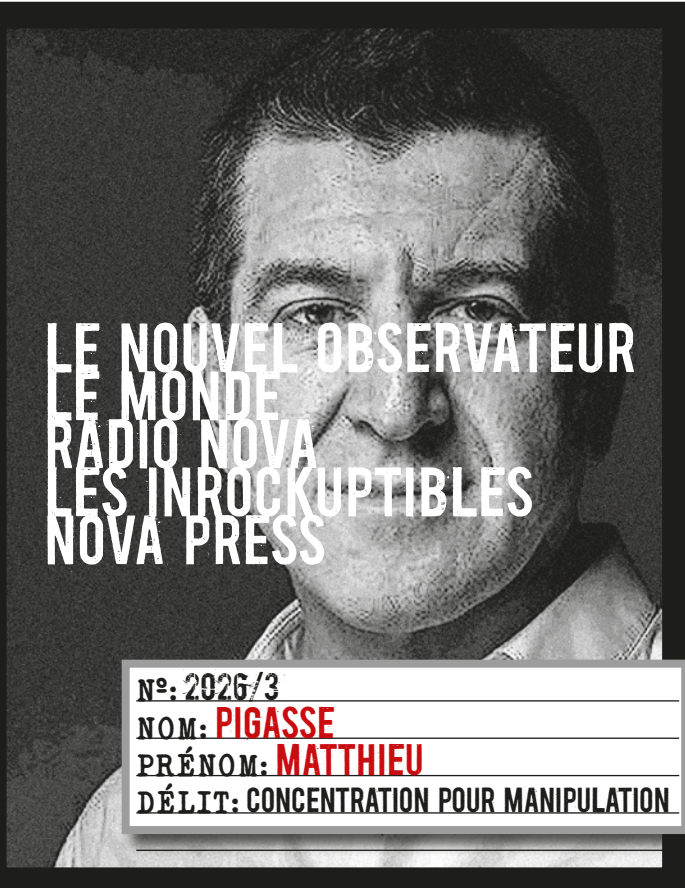
N°: 2026/2
NOM: **SAADÉ**
PRÉNOM: **RODOLPHE**
DÉLIT: CONCENTRATION POUR DESTRUCTION

LES "3 TYPES" DE CONCENTRATION

Le mouvement de concentration des médias engagé depuis plusieurs années prend des formes multiples et poursuit des objectifs parfois différents. Le résultat, lui, reste toujours le même : moins de pluralisme, moins de diversité, moins de contradictions. Bref, un terrain idéal pour la post-vérité. Retour sur trois « concentrateurs ».

JÉRÉMIE DEMAY

À force de tout acheter, Vincent Bollore est devenu la caricature même de la concentration médiatique. Au départ, pourtant, peu de monde l'avait vu venir. Le Breton n'a jamais dévié de la méthode qui lui a permis de bâtir puis de consolider sa fortune. La recette est simple : entrer discrètement au capital d'une entreprise, augmenter progressivement sa participation jusqu'à obtenir une minorité de blocage, puis imposer ses conditions. Une fois la porte entrouverte, il vire les dirigeants, place ses fidèles et prend le contrôle. C'est ainsi qu'il a bâti une grande partie de son empire africain dans les transports, la logistique ou les plantations. L'Afrique deviendra d'ailleurs le cœur de ses activités. Lorsqu'il entre en 2004 au capital d'Havas, beaucoup d'observateurs n'y voient qu'une opération financière parmi d'autres. Erreur ! En quelques mois, il monte à 20 % du capital et prend les commandes. Pourtant, Havas est à mille lieues de ses métiers historiques. Ici, il est question de



LE NOUVEL OBSERVATEUR
LE MONDE
RADIO NOVA
LES INROCKUPTIBLES
NOVA PRESS

N°: 2026/3

NOM: **PIGASSE**

PRÉNOM: **MATTHIEU**

DÉLIT: **CONCENTRATION POUR MANIPULATION**

publicité, de communication, de marketing, d'études d'opinion. En apparence, rien à voir avec les ports ou les papiers à cigarette. En apparence seulement. Cette prise de contrôle constitue la première pierre d'un projet autrement plus ambitieux : peser sur la fabrication de l'opinion publique. Bolloré vient de mettre la main sur le contenu. Il lui reste désormais à contrôler sa diffusion.

Son regard se tourne alors vers Vivendi. En 2012, il réalise un échange d'actifs entre son groupe et celui-ci. Le mécanisme est aussi discret qu'efficace : Vivendi reçoit des participations du groupe Bolloré, qui récupère en retour des actions Vivendi. Peu de cash dé-

Bolloré ne contrôle pas seulement des médias. Il contrôle toute la chaîne.

Du sondage au livre. Du plateau télé à la radio. De la maison d'édition au point de vente.

boursé. Beaucoup de pouvoir gagné. Une technique idéale pour avancer masqué. Le résultat ne tarde pas. Bolloré met un pied dans la porte. Puis la jambe. Puis le corps tout entier. Il devient progressivement le principal actionnaire avant de prendre le contrôle effectif du groupe et de s'installer à la présidence du conseil de surveillance en 2014. Avec Vivendi, il récupère un arsenal considérable : Universal Music, Canal+, les jeux vidéo et de nombreux autres actifs culturels. Officiellement, il ne s'intéresse ni à la politique, ni aux programmes, ni aux lignes éditoriales. Dans les faits, Canal+ change de visage. Les émissions d'investigation disparaissent. Les grands reportages sont sacrifiés. Les Guignols sont poussés vers la sortie. I-Télé devient CNews. La machine idéologique se met en

route. Le dispositif est vaste. Canal+, ce sont aussi les Studios Canal pour le cinéma. C'est également D8, devenue C8. Une chaîne de plus dans la galaxie.

PROGRAMME TOUT COMPRIS

En 2019, Bolloré rachète Editis. Une cinquantaine de maisons d'édition tombent dans son escarcelle : Le Cherche Midi, L'Archipel, Robert Laffont, Plon, La Découverte et bien d'autres. Le voilà à la tête du premier groupe éditorial français. Depuis, Editis a été revendu à Daniel Kretínský, un autre milliardaire féru de médias... L'année suivante, il entre au capital de Lagardère : Hachette, Relay, Europe 1, *le Journal du Dimanche*. Puis, en 2021, il met la main sur Prisma Media : *Géo*, *Femme Actuelle*, *Télé-Loisirs*, *Capital*, *Gala*... À ce stade, la liste donne presque le vertige. Surtout, elle révèle une logique nouvelle. Comparer cette stratégie à la concentration des médias des années 1980 sous Robert Hersant revient à comparer un fusil de chasse à une usine d'armement. Bolloré ne contrôle pas seulement des médias. Il contrôle toute la chaîne. Du sondage au livre. Du plateau télé à la radio. De la maison d'édition au point de vente.

Prenons un exemple. Bolloré contrôle l'institut CSA. Un sondage est commandé avec une question du type : « Y a-t-il trop d'immigrés en France ? » Peu importe la réponse exacte. Le lendemain, Europe 1, *CNews*, *le JDD* et d'autres relais médiatiques expliquent que les Français s'inquiètent de l'immigration. Le sujet est ensuite débattu pendant des heures dans des émissions dont le niveau rivalise parfois avec celui d'un comptoir de bistrot à l'heure de l'apéritif. Puis un livre paraît chez Fayard. Enfin, il est distribué dans les boutiques Relay. La boucle est bouclée. Il ne manque plus qu'un jeu vidéo où l'on incarne un policier de la PAF pour transformer l'écosystème en circuit fermé.

Cette emprise sur l'information et la culture inquiète pourtant de nombreuses organisations. Acrimed, Reporters sans frontières ou encore Informer n'est pas un délit multiplient les alertes. Après plusieurs départs médiatisés dans l'édition, des pétitions d'auteurs ont circulé. Le monde du cinéma s'est lui aussi ému, pendant le festival de Cannes, dans une tribune dénonçant le pouvoir excessif de Bolloré sur la création artistique. Maxime Saada, bras droit de Bolloré dans l'univers Canal, a déclaré ne plus vouloir travailler avec les signataires. Les réactions n'ont pas manqué. Alain Chabat évoquait même un « *coup de pression à deux balles* ». Pendant que Gilles Lelouche évoque des « questions orientées »...

LE PROTÉGÉ DE L'ARCOM

D'autres réactions face à la pieuvre Bolloré ? Presque rien. L'Arcom se contente souvent de froncer les sourcils lorsque les dérapages racistes deviennent récurrents sur certaines antennes. Le ministère de la Culture semble user ses rotules à force de genuflexions. Quant aux parlementaires, même confrontés aux contrevérités répétées de Bolloré lors des commissions d'enquête, ils peinent à lever le petit doigt. Craignent-ils un éditorial de Pascal Praud ? La question prête à sourire. La situation, elle, est beaucoup moins drôle. Jamais, dans l'histoire récente de la France, un seul homme n'avait concentré autant de leviers d'influence sur l'information, l'édition, l'audiovisuel et la culture. Bolloré



a ouvert une voie dans laquelle d'autres milliardaires s'engouffrent désormais avec enthousiasme. Le plus emblématique d'entre eux s'appelle Rodolphe Saadé. Comme Bolloré, il est héritier. Comme Bolloré, il a bâti un empire bien au-delà du métier d'origine de sa famille. Ironie de l'histoire : en 2023, CMA CGM rachète justement les activités logistiques et portuaires du groupe Bolloré. Rodolphe Saadé succède à son père Jacques en 2017. Très vite, il diversifie les activités du groupe vers l'aérien et le ferroviaire. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là. Elles deviennent rapidement médiatiques. En 2022, il crée CMA CGM Média, devenu CMA Média. Le festin commence aussitôt. *La Provence* et *Corse-Matin* passent à table. En 2023, il rachète *La Tribune* et entre au capital de Brut. En 2024, il s'offre BFM, RMC et l'ensemble de leurs déclinaisons. En 2025, il prend le contrôle total de Brut. Pourquoi une telle boulimie médiatique ? Le cas Brut apporte peut-être une partie de la réponse.

BRUT SAUF AVEC MACRON

Depuis plusieurs mois, de nombreux observateurs relèvent l'étonnante proximité entre le média en ligne et l'Élysée. Après avoir traité des féministes de « sales connes », Brigitte Macron choisit ainsi de rompre son silence devant les caméras de Brut. Lors des déplacements présidentiels, Emmanuel Macron embarque régulièrement le média dans ses voyages. Égypte, Gaza, Ukraine, Groenland, New York, Maroc, Brésil, Inde... Brut semble bénéficier d'un accès privilégié. En France, même constat. Le média ne quitte quasiment jamais le chef de l'État. Au grand agacement des autres rédactions, souvent maintenues derrière les barrières pendant que Brut franchit les portes. L'exemple du déplacement de Vesoul est révélateur : seul Brut a pu suivre Emmanuel Macron lors d'échanges avec des

élèves. L'Association de la presse présidentielle s'en est publiquement inquiétée. Dans un communiqué publié en février, elle interroge : « *Comment expliquer la présence de plus en plus systématique ces derniers mois de Brut en embedded, en France comme à l'étranger ? Y a-t-il un accord entre l'Élysée et Brut ?* » Les photographes du Comité de liaison de la presse ont exprimé les mêmes inquiétudes. Rodolphe Saadé est proche d'Emmanuel Macron. Ses médias offrent donc au pouvoir un canal particulièrement favorable. Mais pourquoi accorder autant de privilèges à Brut ? La réponse tient peut-être en un mot : l'avenir. Brut cible principalement les 15-35 ans. Les électeurs de demain. Ceux qui, en 2032 ou 2037, regarderont avec nostalgie les images de leur jeunesse politique. Jonathan Guémas, conseiller spécial à l'Élysée, assure qu'il n'existe « *pas de stratégie cachée* ». Mais il évoque aussi « *toute une génération qui a grandi avec Emmanuel Macron président* » avant de conclure : « *L'avenir dira si ce lien-là trouvera une traduction politique.* » (*Le Monde*, 24 avril 26).

PIGASSE AGACE

Un autre acteur de la concentration des médias ne coche ni la case fasciste, ni celle du copain d'Emmanuel Macron. Il s'appelle Mathieu Pigasse. Banquier d'affaires de profession, il participe notamment aux négociations autour de la dette du Venezuela. Sa deuxième passion, après l'argent ? La politique. Il fait ses premières armes au cabinet de Dominique Strauss-Kahn dès 1997, avant de poursuivre auprès de Laurent Fabius en 2000. Depuis, il n'a jamais vraiment quitté les abords du pouvoir. Il ne s'y trouve pas toujours au premier rang, mais rarement très loin des coulisses. Ses investissements se dirigent davantage vers la culture que vers l'industrie lourde. Festivals de mu-

« Mondial des médias » à Marseille : le triomphe de Rodolphe Saadé

Le Mondial des médias se tient à Marseille, avec un mot d'ordre : trouver un "new deal" pour Rodolphe Saadé, armateur reconverti en magnat des médias qui co-

le 2026 à 08:52

3 min



C'est peut-être là le véritable point commun de tous ces milliardaires affamés de médias. Plus encore que l'argent ou la politique : la mégalomanie.

sique, soutien aux *Inrockuptibles*, médias indépendants : Pigasse cultive une image de mécène progressiste plus que celle d'un capitaine d'industrie à l'ancienne. En 2010, il entre au capital du *Monde*. Quatre ans plus tard, il prend le contrôle du *Nouvel Observateur*. À l'inverse de Bolloré, il n'achète pas tout ce qui passe à portée de chèque. Son appétit médiatique semble plus sélectif. Plus idéologique aussi. En 2015, il rachète Radio Nova. Véritable bastion de la culture alternative, la station conserve son ADN. Pas question de transformer Nova en radio commerciale aseptisée. Mais Pigasse profite habilement des départs de Canal+ puis de France Inter pour remodeler sa grille des programmes. Son objectif n'est d'ailleurs un secret pour personne. Lui-même parle d'une « bataille culturelle contre l'extrême droite ».

Le combat politique passe désormais aussi par les studios de radio. Son ambition ne s'arrête pas là. Il réfléchit même à lancer sa propre chaîne de télévision. Ces derniers mois, il a surtout multiplié les rendez-vous discrets avec plusieurs figures de la gauche, du Parti socialiste aux communistes, en passant par les écologistes. Tout le monde est invité à la table des discussions. Ou presque. Jean-Luc Mélenchon ne reçoit pas son carton d'invitation. Quant à François Ruffin, il semble prendre son temps avant de répondre. Raphaël Glucksmann, trop à droite pour Pigasse. Certains observateurs le présentent désormais comme un homme en attente de son heure. Un spectateur qui rêve peut-être de monter sur scène. D'autres lui prêtent des ambitions plus larges encore : devenir



POLITIQUE • GAUCHES

L'étrange jeu de séduction entre le banquier d'affaires Matthieu Pigasse et les leaders des gauches

L'homme d'affaires, qui a toujours rêvé d'une destinée politique, multiplie les rendez-vous avec les responsables socialistes, écologistes et communistes. Il s'imagine en point de convergence, sans jamais critiquer publiquement le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon.

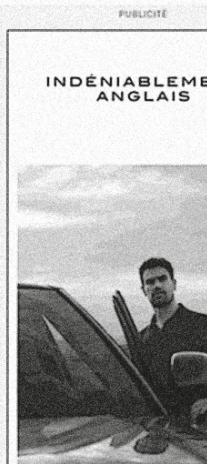
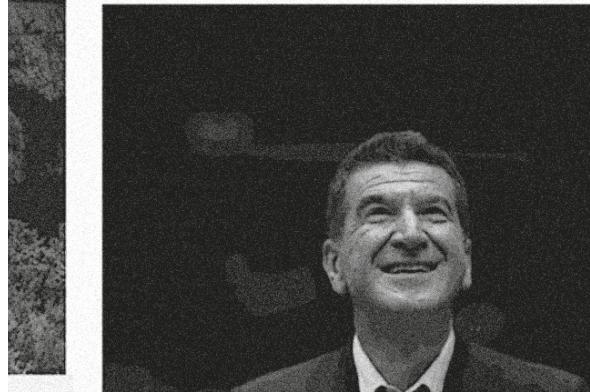
Par Sandrine Cassini

Publié hier à 05h30, modifié hier à 16h53 · Lecture 8 min · [Read in English](#)

Article réservé aux abonnés

[Lire plus tard](#)

[Mettre Le Monde en favori sur Google](#)



l'homme providentiel d'une gauche en quête de chef pour la prochaine présidentielle. Vrai projet ou simple fantasme médiatique ? Difficile à dire. Une chose, en revanche, apparaît de plus en plus clairement. Derrière leurs différences idéologiques, derrière leurs rivalités et leurs ambitions concurrentes, Bolloré, Saadé, Pigasse et quelques autres partagent un même trait de caractère. Une conviction inébranlable qu'ils ont un rôle particulier à jouer dans le destin du pays. Autrement dit : une très haute idée d'eux-mêmes. C'est peut-être là le véritable point commun de tous ces milliardaires affamés de médias. Plus encore que l'argent ou la politique : la mégalomanie. ●

**DERNIÈRES
NOUVELLES ?**

Les métiers de la presse seront-ils bientôt inscrits sur la liste des espèces en voie de disparition ? Avec plus de 10 000 emplois détruits depuis 2009, et l'annonce, ces dernières semaines, d'un millier de licenciements supplémentaires, il y a de quoi craindre le pire.

LA PRESSE EN PLEINE CRISE DE TÊTE

Le spectacle est désormais familier. La presse magazine comme la presse régionale pratiquent les coupes blanches pour tenter de maintenir à flot des comptes déjà exsangues. Le groupe Centre France (*La Montagne, Le Journal du Centre, L'Yonne Républicaine*, entre autres) supprime 152 postes. Le sixième plan social en dix ans. À *Nice-Matin*, 58 salariés sont poussés vers la sortie, principalement parmi les ouvriers du Livre. Le groupe Ebra affine à son tour son plan de taille dans les effectifs, sans encore dévoiler l'ampleur exacte du carnage. *Ouest-France* prépare 30 licenciements. *Sud Ouest* en annonce 53. La presse spécialisée comme la presse nationale ne sont pas davantage épargnées. Les éditions Croque Futur, qui publie *Challenges, Sciences et Avenir* et *La Recherche*, fraîchement passées sous le contrôle de Bernard Arnault, s'attendent à une vague massive de départs via la clause de cession. *La Tribune*, acquise par Rodolphe Saadé, s'apprête à faire disparaître l'intégralité de ses 56 postes dans le cadre de son rapprochement avec BFM Business. Trente-deux reclassements seraient envisagés, sans la moindre garantie. Quant au groupe Bayard, éditeur de *La Croix, Okapi* ou encore *J'aime lire*, il programme la suppression de 59 emplois. Et la liste continue de s'allonger, comme un registre de morgue.

UN DÉCLIN SANS FIN

Depuis trois décennies, la presse ne parvient plus à sortir de la tempête. L'informatisation des moyens de production, de la mise en page à l'impression, en passant par le traitement des images, a détruit des milliers d'emplois. Puis sont arrivés les gratuits, au début des années 2000, bouleversant durablement le marché publicitaire. Le secteur s'est adapté comme il a pu, souvent à coups de sacrifices. L'augmentation du prix du papier n'a rien arrangé. Aujourd'hui, acheter son journal chaque matin devient presque un luxe, même pour les plus curieux. Pendant ce temps-là, Internet et les réseaux sociaux poursuivent le travail de sape. Ces machines à capter l'attention donnent l'illusion d'informer tout en noyant le public sous un déluge de communication permanente. Entre les vidéos relayant presque en direct le moindre fait divers et les érucations d'experts autoproclamés, le lecteur finit par se perdre. Les annonceurs, eux, jubilent. Ils ont enfin accès à ce fameux « temps de cerveau disponible » dont rêvaient les marchands de lessive. Cette vampirisation des budgets publicitaires n'est plus un simple caillou dans la chaussure de la presse traditionnelle. C'est une amputation des deux jambes en plein marathon. Puis vient la concentration des médias. Bolloré, Saadé, Pigasse, Niel, Kretinsky, le Crédit mutuel et quelques autres nivellent tout par le bas, transformant l'information en simple produit d'appel destiné à habiller les publicités et à renforcer leurs influences respectives. À force de vouloir fabriquer des journaux sans journalistes, que restera-t-il de l'information ? La vraie. Celle qui est vérifiée, hiérarchisée, recoupée. Pas cette communication maquillée en scoop pour mieux enfumer les citoyens.

COMME DANS UNE COURSE

De leur côté, les journalistes rêvent d'avoir davantage de temps pour travailler leurs sujets. Les directions, elles, mul-

tiplient les injonctions absurdes : produire plus, plus vite, et avec moins de moyens. Le résultat est mécanique. La qualité s'effondre. Moins de temps sur le terrain. Moins de contacts avec la population. Moins de sources. Moins de contradictions. Moins de nuances. Le journalisme devient une usine à contenus tièdes, calibrés pour nourrir les algorithmes avant d'éclairer les lecteurs. D'ailleurs, ils ne parlent plus d'articles mais de contenus. Ce cercle vicieux ne risque pas de s'arrêter avec les plans sociaux annoncés. D'autant qu'ils ne concernent pas uniquement la presse écrite. Radios et télévisions suivent le même chemin, dans une indifférence presque totale. Autre aveuglement des milliardaires, des groupes bancaires et des industriels qui s'emparent des titres : diriger un journal n'a rien à voir avec piloter une entreprise classique. Certes, produire de l'information a un coût. Mais ce n'est pas en réduisant les effectifs jusqu'à l'os que l'on fera baisser durablement la facture. Un territoire sans journalistes est un territoire livré au silence, aux rumeurs et à la propagande locale. Résultat : les lecteurs se détournent encore davantage de ces titres vidés de leur

Depuis trois décennies, la presse ne parvient plus à sortir de la tempête. L'informatisation des moyens de production, de la mise en page à l'impression, en passant par le traitement des images, a détruit des milliers d'emplois.

substance. Où vont-ils chercher l'information ? Sur Internet et les réseaux sociaux. Les mêmes plateformes qui pillent les contenus des journaux en leur redistribuant quelques miettes, histoire de se donner bonne conscience.

CHIENS DE GARDE TENUS EN LAISSE

Pourtant, le principe de la presse est d'une simplicité désarmante. Pour faire vivre un journal, il faut des lecteurs qui l'achètent, en kiosque ou par abonnement. Pour qu'ils l'achètent, encore faut-il leur proposer des articles solides, et bien écrits. Des articles capables d'éclairer le réel plutôt que de le brouiller. Dans le vacarme informationnel actuel, un titre devrait se distinguer par son exigence, son ton, son indépendance. Mais la logique s'est inversée. Désormais, on hésite à publier ce qui pourrait déplaire à un annonceur ou embarrasser un actionnaire. Dans la presse locale, lorsque les principaux annonceurs sont les collectivités territoriales, comment dénoncer sereinement les arrangements entre amis ? Comment enquêter sur la mauvaise utilisation de l'argent public, le copinage, le népotisme, les petites combines qui gangrènent tant de territoires ? Comment mordre la main qui vous nourrit ?



Les premières victimes de cette domestication de l'information, ce sont les citoyens. Ce sont eux que les logiques financières privent peu à peu d'une presse honnête, libre et indépendante.

Trop souvent, les journaux ne mordent plus. Ils gémissent. Ils se couchent. Ils se taisent pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être.

Les premières victimes de cette domestication de l'information, ce sont les citoyens. Ce sont eux que les logiques financières privent peu à peu d'une presse honnête, libre et indépendante. Pourtant, la Déclaration européenne des droits de l'homme ne passe pas par quatre chemins : les citoyens doivent avoir accès à une information libre et indépendante. En réponse, l'État s'en moque. Rien n'est fait pour protéger réellement les journalistes ou leur garantir des conditions de travail dignes. Les États généraux de l'information n'ont servi à rien. Le peu de propositions retenues ressemblait à de la crème antirides étalée sur la peau d'un grand brûlé.

Rien sur la concentration des médias. Rien sur la protection des sources. Rien sur les garanties juridiques permettant aux journalistes de travailler sereinement. Rien sur l'indépendance des rédactions. Rien, rien, et encore rien pour sauver l'un des piliers les plus fragilisés de la démocratie. ●

LES MÉDIAS CULTIVENT LA DÉMOCRATIE

La presse mérite mieux que ce grand vide. Pour les salariés des journaux, évidemment. Mais surtout pour les citoyens. Car un peuple mal informé est un peuple qui ne vote plus, ou qui vote à l'aveugle. La Fondation Jean-Jaurès a publié, en novembre 2025, un rapport au titre inquiétant : *Vers des déserts médiatiques en France. La démocratie peut-elle survivre sans médias ?* Pour les auteurs, la réponse ne souffre aucune ambiguïté : « Leur rôle central d'information au sens de la formation d'un réel commun rend les citoyens plus aptes à prendre des décisions éclairées sur ce qu'ils souhaitent soutenir, protéger, voter ou contester. Cette mission fondatrice est à la base des autres rôles que les médias jouent pour soutenir et renforcer la démocratie : responsabiliser les acteurs publics et privés par le biais du journalisme d'enquête, stimuler l'engagement civique et politique en connectant les citoyens aux enjeux qui affectent leur vie quotidienne, et renforcer la cohésion sociale autour des valeurs citoyennes. Les territoires dotés de médias nationaux et locaux dynamiques présentent souvent des niveaux plus élevés de participation électorale, de cohésion sociale et de mobilisation citoyenne. » Tout est là. Noir sur blanc. Les médias ne servent pas seulement à remplir des colonnes ou à meubler les écrans des salles d'attente. Ils fabriquent du lien. Ils donnent des repères. Ils permettent à une société de se regarder en face sans sombrer dans le vacarme des fantasmes et des manipulations.

SANS MÉDIAS, L'EXTRÊME DROITE PROSPÈRE

Cette étude s'intéresse d'ailleurs particulièrement à l'effet des médias sur l'engagement citoyen. Associatif, syndical ou politique : les auteurs montrent que ceux qui s'informent, notamment par la presse locale, sont beaucoup plus actifs sur leur territoire que les autres. Ils participent davantage. Ils débattent davantage. Ils s'impliquent davantage. À l'inverse, ceux qui désertent l'information désertent aussi souvent la vie démocratique. Les auteurs mettent également en lumière une autre réalité, plus dérangeante encore : les électeurs d'extrême droite s'informent moins et s'engagent moins. Ce n'est pas un détail. C'est même un signal d'alarme. Car lorsque l'information disparaît, ce ne sont pas les faits qui prospèrent. Ce sont les peurs, les slogans et les marchands de colère. Autre donnée loin d'être anodine : les lecteurs de la presse locale se déplacent massivement aux urnes, contrairement à ceux qui ne s'informent pas par leur média local. Là encore, le constat est limpide. Plus un territoire perd ses journalistes,

plus il se fragilise démocratiquement. Le citoyen devient spectateur. Puis consommateur d'indignations prémâchées. Enfin, il décroche complètement. S'informer permet aussi de renforcer « l'attachement aux valeurs citoyennes, comme la liberté d'expression ou la démocratie. Par exemple, parmi les Français qui consomment peu ou pas de médias, 28 % considèrent qu'« on en fait trop » avec la laïcité, contre 10 % chez ceux qui consomment fortement les médias ».

Voilà ce qui se joue derrière la fermeture d'une rédaction ou la suppression d'un poste de journaliste. Ce n'est pas seulement une ligne comptable qu'on efface. C'est un morceau de démocratie qu'on arrache. Un territoire sans médias est un territoire laissé à la folie des rumeurs. Aux mensonges qui circulent plus vite que les faits. Aux petits chefs locaux qui prospèrent dans l'ombre. Aux réseaux sociaux qui hurlent beaucoup mais n'enquêtent jamais.



ESPÈCE EN VOIE DE DISPARITION

SPÉCIAL DERNIÈRE

Numéro hors série / juin 2026

**ÇA NE SE RECHARGE PAS
C'EST INCASSABLE
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD,
NI LE FROID
ÇA NE CONSOMME PAS
D'ÉNERGIE
C'EST RECYCLABLE À 100%
C'EST MIS À JOUR TOUTES
LES 24H... ET...
ÇA DÉFEND LA DÉMOCRATIE !
ÇA S'APPELLE UN JOURNAL
QUOTIDIEN.**

| Lisons moins d'écrans et plus de journaux |

filpac cgt

La fédération au cœur
de **la lutte** pour la
défense de l'imprimé,
de la presse écrite et
des **métiers du livre
et du papier**

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION 2023 LES PROPOSITIONS DE LA FILPAC

LE BUREAU FÉDÉRAL, SECTION PRESSE

(Texte publié dans le numéro 194)

Dans notre numéro 194 (janvier 2024), en réponse aux États généraux de l'information, nous avons publié les propositions de la Filpac. Nous les reprenons ici... et elles sont toujours d'actualité.

L'Élysée lançait début octobre 93 les États généraux de l'information. Objectif : repenser les médias pour renouer le dialogue avec les citoyens. Face aux défis représentés par la concentration des médias, la paupérisation des métiers de l'information, la concurrence des Gafam, l'arrivée de l'intelligence artificielle, l'accumulation de lois liberticides, etc., le chantier est et reste de taille.

Emmanuel Macron souhaite une large consultation ? La Filpac CGT le prend au mot avec cette série de propositions. De l'impression à la distribution, en passant par les conditions de travail, la rémunération, sans oublier les réformes législatives obligatoires pour reprendre l'information aux milliardaires et en la rendant aux citoyens, la chaîne de production de l'information doit être sanctuarisée pour garantir une démocratie vivace et réelle.

A / RENOUER LE LIEN ENTRE LES CITOYENS ET LES MÉDIAS

L'information est un pilier fondamental de la démocratie et tous les citoyens doivent avoir accès au titre de presse de leur choix et au même tarif sur tout le territoire (principe d'égalité).

En matière de presse écrite, si sa diffusion numérique reste faible et compense difficilement la perte de lectorat, la version papier historique est en déclin constant depuis bien des années. Le « tout numérique » vanté et mis en place par les éditeurs a montré ses limites et les investissements importants qui y ont été consacrés ont dramatiquement manqué au développement des outils d'impression et à la distribution. Les investissements dans le numérique sont sous-évalués dans la chaîne de valeur de la création de l'information et pèsent lourdement dans

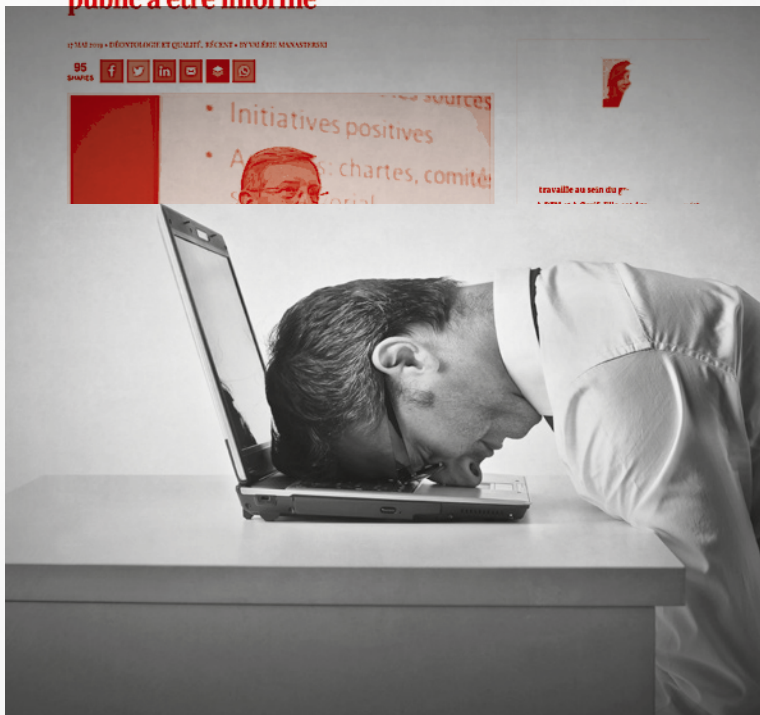


les comptes d'exploitation des éditeurs de presse. Les concentrations des centres d'impression éloignent les imprimés des lieux de diffusion et augmentent les distances et temps de transport. Les « clôtures des rédactions » interviennent de fait de plus en plus tôt et nuisent à la fraîcheur de l'information. Il est temps de revoir le modèle actuel de l'impression des titres de presse. Un maillage plus fin du territoire avec des outils d'impression numérique plus agiles et au plus près des centres de distribution permettrait de coller à l'actualité, de garantir la pluralité des titres et l'accès à l'information pour tous.

On ne compte plus les lieux de vente qui disparaissent et les abonnés au fin fond des territoires qui ne sont pas livrés. Trop loin, trop cher... Les porteurs de presse salariés ou indépendants ne s'y retrouvent plus financièrement et le secteur a beaucoup de mal à recruter. Leurs statuts,

On ne compte plus les lieux de vente qui disparaissent et les abonnés au fin fond des territoires qui ne sont pas livrés.
Trop loin, trop cher...

Les pressions sur le journalisme menacent le droit du public à être informé



rémunération et conditions de travail doivent être réévalués dans l'intérêt même de l'information. Les aides à la presse doivent être conditionnées au contenu réel des journaux, mais aussi au respect de la loi. Poursuivre la réforme des aides à la presse en fonction de différents indicateurs sur la transparence, l'indépendance éditoriale, l'exigence journalistique et la qualité IPG du contenu, le respect des règles éthiques. Cette réforme versera désormais de manière proportionnelle les aides à la presse d'un groupe à la production de contenu IPG de l'année, en indiquant une séparation stricte entre contenus rédactionnels et publicitaires. Pour statuer sur les contenus, un organisme devra être créé avec des journalistes, des chercheurs, des citoyens, et l'État. Tout média condamné pour racisme, xénophobie, incitation à la haine, ou toute autre discrimination n'aura plus accès à ces aides.

La confiance accordée aux journalistes est en chute libre. Il ne suffit pas d'accuser la concurrence des réseaux sociaux et de la désinformation, mais bien de se donner les moyens d'apporter de façon évidente la preuve de notre plus-value professionnelle. Encore faut-il que les nouvelles générations soient formées aux exigences croissantes du métier – culture générale, rigueur, éthique, esprit d'analyse, qualités rédactionnelles – et à ses techniques de base, hiérarchisation de l'information, diversification et vérification des sources, détermination d'un

Quand les citoyens n'ont plus accès à l'information, les fondements de notre société vacillent.

message essentiel, maîtrise des différents genres journalistiques, de la conduite d'entretiens etc. La lecture d'articles mal structurés, sur des sujets mal compris et mal rédigés, ainsi que le spectacle de journalistes se confondant avec des animateurs montrent quotidiennement le travail qu'il faut conduire en matière de formation.

Il reste à mener de toute urgence, une réflexion globale sur les critères d'admission et d'obtention d'un diplôme par les écoles de journalisme, ainsi que sur le programme et la pédagogie qu'elles mettent en œuvre.

1 • Orienter les aides à la presse dédiées à la modernisation des outils industriels (imprimeries et chaîne d'expédition et de distribution) vers la création de centres d'impression détenus par les éditeurs au plus près des lieux de diffusion. Ces nouvelles rotatives doivent être en capacité de répondre à de nouveaux formats et de nouveaux produits éditoriaux. Ainsi, la distance, le coût et le temps de transport sont plus limités. La date de bouclage est reculée, rendant plus attractive les éditions papier.

2 • Le contournement du statut de VCP par les éditeurs a amené une grande précarité des travailleurs du portage de presse, avec des conséquences catastrophiques sur la diffusion portée accélérant la baisse de la diffusion. La Filpac exige de changer le statut des porteurs de presse, d'augmenter les salaires en diversifiant les titres portés, y compris les produits culturels tels que le livre.

3 • Garantir le même accès au titre de presse de leur choix pour tous les citoyens, au même tarif sur l'ensemble du territoire (quelle que soit la nature du titre de presse, presse d'information, presse magazine, presse spécialisée). Cela implique de reprendre les attendus initiaux de la loi Bichet, de mettre fin à la concurrence historique de deux grandes sociétés de distribution par l'instauration d'une seule et même structure assurant la distribution de l'ensemble de l'information imprimée, en lien avec le réseau de diffusion de la presse régionale. La régulation de la distribution au tarif péréqué doit s'appliquer aussi à la diffusion de l'information par les acteurs du numérique et leur système de kiosque numérique (Cafeyn et Cie). Ces kiosques numériques doivent avoir comme obligation de diffuser l'ensemble des titres de presse disponibles.

5 • Assurer un réel pluralisme en redéfinissant la loi de 1986 et les critères de concentration des médias, au niveau local comme national.

6 • Publier les noms des actionnaires directs et indirects d'un groupe de presse.

7 • La rédaction doit jouir d'un droit d'agrément pour valider ou non la venue d'un nouveau rédacteur en chef et directeur de la publication.

8 • Pour prétendre aux aides à la presse, directes et indirectes, le média devra respecter la loi et l'éthique. Seule l'information politique et générale sera éligible à certaines aides à la presse dont ne pourront bénéficier des titres d'autres natures éditoriales (jeux par exemple). Les aides seront modulées en fonction de l'importance du chiffre d'affaires publicitaire sur les différents supports

Or, les lois liberticides s'accumulent et empêchent les journalistes de réaliser pleinement leur mission d'information.

des éditeurs. Tout publiereportage (déguisé ou non) ne sera pas comptabilisé. Ces aides seront étudiées, titre par titre, par un organisme indépendant composé de journalistes, citoyens, chercheurs, et de représentants de l'État.

9 • Ouvrir plus largement les écoles de journalistes aux minorités et aux classes populaires.

10 • Redéfinir les contenus pédagogiques des écoles pour répondre aux nouveaux défis sociaux et environnementaux.

11 • La presse sociale, parent pauvre des titres d'information, devra bénéficier d'aides à la presse supplémentaires et dédiées permettant d'assurer son existence, son développement et sa diffusion. La démocratie sociale et son expression large sont une garantie de notre démocratie.

B / RENFORCER LES DROITS DES SALARIÉS DES MÉDIAS

La paupérisation, le désenchantement salarial, la perte de sens dans le travail doivent appartenir au passé. Avec un programme ambitieux, il est temps de redonner une vraie valeur au travail. Tous les journalistes doivent être rémunérés en salaires. Le recours à l'autoentreprise doit être banni et sévèrement sanctionné, y compris pour les correspondants de presse. Les salaires des pigistes doivent être augmentés. D'après les derniers chiffres de la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), le salaire médian des pigistes était de 1 954 € brut mensuel. Quand celui des journalistes permanents avoisinait 3 580 €. Cette précarisation des pigistes entraîne de nombreux risques psychosociaux graves. L'insécurité sociale touche également les imprimeurs. La concentration des centres d'impression pèse sur les emplois. Chaque titre de presse quotidien doit avoir son imprimerie.

12 • Pas d'information de qualité sans statut fort et protecteur des travailleurs. Diminuer les aides à la presse aux éditeurs des formes de presse dont les conventions collectives ne prennent pas en compte les nouveaux métiers, les nouvelles qualifications et les grilles de salaires correspondantes. Les métiers de la publicité, des systèmes d'informations, du marketing, de la diffusion numérique et papier sont en pleine évolution à l'instar de ceux des rédactions, mais ils sont souvent les oubliés des négociations collectives du côté patronal.

13 • Mettre un terme à la gestion en silo de la formation professionnelle des différentes formes de presse, qui empêche toute action et réflexion sur les évolutions professionnelles et le maintien dans l'emploi des travailleurs de l'information.

14 • Augmenter les moyens dédiés à l'OPCO AFDAS par un abondement important de l'État pour aider à la construction de passerelles métiers et d'emplois entre les différents médias et secteurs culturels.

15 • Augmenter les tarifs minimums des piges.

16 • Annuler toutes les aides à la presse aux entreprises ne respectant ni le droit, ni le droit du travail, notamment en ayant recours à l'auto-entreprenariat.

17 • Reconnaître la pénibilité pour les ouvriers et cadres du livre des centres d'impression, par la mise en place de départs anticipés à la retraite financés par une cotisation sociale supplémentaire dédiée.

18 • Imposer un moratoire sur les fermetures et concentration des imprimeries de presse sans avoir au préalable mesuré l'impact écologique et la conséquence d'une contrepartie financière pérenne à la charge de l'éditeur au principe de pollueur-payeur, sans avoir étudié avec les organisations syndicales concernées toutes les mesures permettant de maintenir l'imprimerie par le développement de nouveaux outils d'impression de type numérique.

19 • Assurer une égalité salariale entre les femmes et les hommes. Mais aussi entre les pigistes et les titulaires.

20 • Définir un réel statut et une juste rémunération pour les correspondants de presse.

C / REDONNER DES DROITS À LA PRESSE

La liberté de la presse est un indicateur de la vitalité d'une démocratie. Quand les citoyens n'ont plus accès à l'information, les fondements de notre société vacillent. Or, les lois liberticides s'accumulent et empêchent les journalistes de réaliser pleinement leur mission d'information. Secret des sources mis à mal, secret des affaires, secret défense, procédures bâillon, concentration des médias qui limite les supports et le pluralisme... Informer les citoyens ne doit plus effrayer.

21 • Le secret des sources ne doit subir aucun compromis ni exception.

22 • Exempter les journalistes du secret des affaires.

23 • Les perquisitions et les saisies dans les rédactions et les domiciles doivent être, par principe, proscrites quand elles font suite à un travail de manifestation de la vérité.

24 • Le secret défense doit être contrôlé par une administration indépendante. Son cadre nécessite une meilleure définition sur le fond comme sur la forme. Les journalistes ne sont pas soumis au secret défense, sauf en cas de révélation d'identité d'agents français à l'étranger.

25 • L'activité des journalistes ne peut être jugée que sur la loi de 1881. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour statuer sur un délit de presse.

26 • Les procédures bâillon entraînent de fait, la nullité de toute procédure judiciaire. ●

Professionnel·le·s de la création

Audiens s'engage à vos côtés



Diversité & solidarité

Une politique
dynamique contre
toute forme
de discrimination



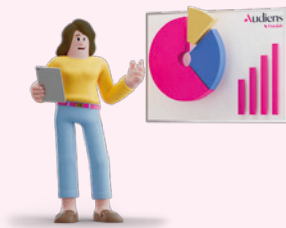
Égalité femmes - hommes

Label "Égalité
professionnelle"
Index de 98/100



Handicap

Audiens et l'Agefiph
Opérateurs de la Mission
Handicap du Spectacle



Datalab

Évolution des métiers
de la culture et statistiques
accessibles à tous



ecoproduct Écologie & audiovisuel

Co-fondateur
d'Ecoproduct



Cellule d'écoute contre les violences sexistes et sexuelles

Opérateur de la cellule
créée par les partenaires
sociaux, soutenue par
le ministère de la Culture

Audiens
POUR LA CRÉATION.
POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT

الله أكبر الله أكبر



IRAN, AN 01 LA RÉVOLUTION DE 1978

1978. L'Iran est en ébullition. La contestation contre la répression se transforme en révolution. Le représentant du Toudeh (parti communiste, interdit en Iran) en France que je rencontre avant mon départ me demande de prendre contact à Téhéran avec « les militants de l'intérieur » pour avoir leur avis sur la situation en cours.

JACQUES DIMET

Décembre 1978, j'arrive à Téhéran par l'entremise du regretté Nuri Albala, avocat antiimpérialiste et dirigeant de l'AFASPI (Association d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran) qui conduisait sur place une délégation de juristes.

Depuis plusieurs semaines les peuples d'Iran se soulèvent contre la dictature impériale. Nous sommes logés dans un hôtel, en compagnie de reporters et photographes, mais je ne fais pas partie de la délégation de juristes et d'observateurs. Je suis là pour le journal *Avant-Garde Hebdo* et pour les Jeunesses communistes.

Dans la journée je suis accompagné dans mes déplacements par de jeunes militantes et militants du Toudeh, le parti communiste clandestin, dont nombre de membres et de sympathisants ont été tués, massacrés, torturés par la sinistre police politique, la Savak. Je rencontre aussi des jeunes d'autres organisations, notamment les Fedayin du peuple. Et des étudiants,

qu'on allait appeler plus tard les « *étudiants dans la ligne de l'imam* ». Cette entrée en matière pour situer le contexte. À Téhéran et dans la plupart des grandes villes des manifestations, violemment réprimées, demandent à la fois le départ du Shah et le retour en Iran de l'ayatollah Khomeiny, contraint à l'exil en 1964. Les manifestations ne se limitent pas aux religieux, même si la répression forcenée du Shah n'a laissé, comme petit espace de liberté, que les mosquées. Dans l'opposition – et dans la rue – il y a aussi des communistes, de progressistes se réclamant de Mossadegh, des militants des Droits de l'homme, des syndicalistes affiliés à la FSM, très présente chez les travailleurs du pétrole. Bref, le peuple. Les bazaris se sont également joints au mouvement, ils représentent une force conservatrice, mais qui refuse la dictature du Shah.

LES CORPS SUPPLIÉS DE LA MORGUE

Image. Nous sommes, les étudiants en médecine qui m'accompagnent et moi, au cimetière de Behesht-e Zahra. Reposent à la morgue des dizaines de cadavres. La foule m'emmène voir les suppliciés. Je revois notamment le corps d'un jeune, allongé sur le dos avec des trous dans les flancs, ultimes marques des balles qu'il a reçues.

Au retour, l'un des étudiants me dit qu'il y a eu, récem-

ment, des révoltes islamiques dans l'Azerbaïdjan soviétique. « *On y a mis bon ordre* », me dit-il. Les contradictions se nichent partout. Ces étudiants, y compris ceux « dans la ligne de l'imam » ne sont pas pour un islam rigoriste (en décembre 1978), ils rejoignent dans les idées, même s'ils ne le formulent pas ainsi, la théologie de la libération, menée, notamment en

Amérique du Sud par des catholiques de gauche (le père Cardenal sera ministre sandiniste au Nicaragua), la religion peut aider, pensent-ils, à libérer le peuple, mais ils ne sont pas aveugles. L'un d'eux craint qu'une fois au pouvoir, si le rapport de force ne s'inverse pas au sein de l'opposition, les nouveaux dirigeants n'instaurent une dictature cléricale.

Image. Les jeunes du Toudeh me font découvrir un dortoir collectif où logent des étudiants afghans, la plupart à même le sol. Ils craignent la répression de la Savak qui s'est intensifiée contre eux depuis que le Parti démocratique du peuple (fusion de deux groupes communistes) a pris le pouvoir à Kaboul en avril dernier. Ils sont chiites, cela veut dire qu'ils sont Hazara, une population de langue persane qui sera martyrisée par les Talibans.

Dans le « quartier américain » de Téhéran, on vit à l'occidentale. Le tableau est complètement différent dans les quartiers populaires et les bidonvilles qui enserrent Téhéran. La misère suinte partout. Depuis le coup d'État de 1953, organisé par la CIA qui a évincé le Premier ministre Mossadegh, qui avait nationalisé le pétrole, et remis en selle le Shah, des révoltes et résistances contre la dictature n'ont pas cessé. Mais en 1978 elles prennent un tour nouveau. En janvier de cette année-là le journal gouvernemental Ettela'at¹ publie un article qui accuse l'exilé Khomeiny d'être un agent des services britanniques, qui veut vendre l'Iran aux « néo-colonialistes » et aux communistes. Le 9 janvier des milliers de manifestants descendent dans les rues de la vieille ville de Qom, une des villes saintes du chiisme duodécimain. L'armée et la police tirent. On parle de 500 morts durant cette seule journée.

LA VILLE SAINTE DU CHIISME DUODÉCIMAIN

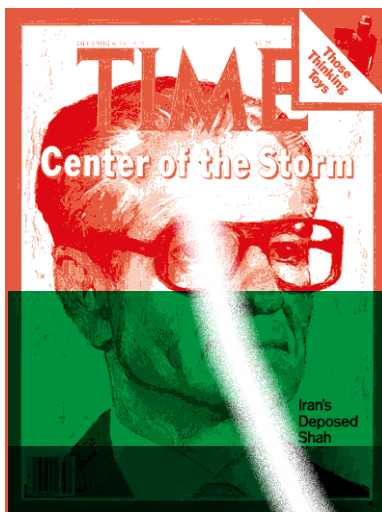
Qom. Décembre 1978. Nous sommes accompagnés² par des étudiants, proches des milieux religieux. Dans la cité religieuse aux innombrables mosquées et madrasa, on se déplace dans un dédale de ruelles étroites. On entend, au loin, les clameurs des manifestants et les tirs des forces de répression. Nous voici à un carrefour. Nous devons traverser une rue étroite de quelques mètres de largeur. Nos accompagnateurs nous demandent de nous arrêter. Derrière nous, on entend les pas des soldats. À chaque extrémité de la voie à traverser, nous disent-ils, il y a des tireurs. Il faut quand même avancer, car on ne peut plus reculer, l'armée étant pratiquement sur nos talons. Il faut courir, vite, sans s'arrêter pour arriver en face. Les uns après les autres, nous passons.

Nous voici dans la madrasa de l'ayatollah Montazeri, l'un des leaders de l'opposition, surnommé l'ayatollah rouge. Nous entrons dans une salle. L'ayatollah est en

L'un d'eux craint qu'une fois au pouvoir, si le rapport de force ne s'inverse pas au sein de l'opposition, les nouveaux dirigeants n'instaurent une dictature cléricale.

train de faire sa prière, prosterné vers La Mecque. Nous attendons, assis par terre. Soudain, un étudiant entre et crie : « Couchez-vous ! » Une grenade vient d'être lancée par l'armée dans la cour. Allongés sur le sol nous entendons le bruit de l'explosion. Montazeri se relève, comme si de rien n'était et commence la conversation. Il est sorti de prison il y a quelques

semaines. Emprisonné à plusieurs reprises, il aura passé sept ans dans les geôles du régime³. Il sait qui nous sommes et d'emblée nous dit qu'en détention il avait une grande admiration pour les communistes (Toudeh), certains étant emprisonnés depuis 1953, avec qui il avait de grandes discussions et avec qui il entretenait des rapports d'entraide et de solidarité. Montazeri tenait un discours nettement antiimpérialiste et se prononçait pour une république islamique sociale. C'est pourquoi il était dans le viseur des affidés au Shah mais aussi des conservateurs religieux et des bazaris. Les forces de répression qui patrouillaient à Qom n'investissaient pas les mosquées et les madrasa mais n'hésitaient pas à lancer des grenades et autres



Des millions de personnes déferlent à Téhéran. La foule s'étend sur des kilomètres. De l'aube jusqu'à la nuit noire, le peuple submerge la ville. Devant l'affluence et conscients de leur force, les manifestants ne se dispersent pas.

objets explosifs par-dessus les murs. Autre cérémonial, toujours à Qom, dans la madrasa de l'ayatollah Shariatmadari, la plus haute autorité religieuse chiite sur le sol iranien (il est grand ayatollah ou marja). Appuyé sur un pan de mur, assis en tailleur, il repose sur une myriade de coussins. Son propos est moins radical que celui de Montazeri. Il est plus consensuel, mais ferme sur la nécessité du retour de Khomeiny pour mettre fin aux tueries et à la crise politico-sociale. Il maintient la position que les religieux ne doivent pas interférer directement dans le cadre politique.

LES COMMUNISTES

À Téhéran, une camarade vient me chercher. On prend un taxi, puis on se déplace à pied, on entre dans un immeuble et on ressort par l'arrière-cour. Une voiture encore, puis une longue marche zigzagante dans un quartier empli de jardins. Une maison dans laquelle nous entrons par l'arrière. On nous installe dans une grande pièce et notre interlocuteur arrive. C'est un des principaux dirigeants, si ce n'est le principal, du Toudeh de l'intérieur. Nous restons plusieurs heures. Notre camarade parle de la répression féroce et de la nécessité de rassembler le peuple contre la dictature. Lui aussi estime indispensable de maintenir un rapport de force au sein de l'opposition pour éviter tout basculement et sur la nécessité de la lutte antiimpérialiste qui permet d'agir contre la prédation des multinationales nord-américaines et britanniques sur l'économie iranienne. Le hasard des rencontres clandestines fait que le soir, par un autre réseau, on m'emmène voir un haut responsable de la résistance, un communiste, me dit-on. Une autre maison et je me retrouve face à mon interlocuteur de l'après-midi, tout aussi surpris que moi.

LA RÉVOLUTION AU GRAND JOUR

Le 10 décembre, c'est la grande manifestation, celle qui fera tout basculer. Les mosquées ont donné l'ordre qu'il n'y ait aucun incident. Des millions de personnes déferlent à Téhéran. La foule s'étend sur des kilomètres. De l'aube jusqu'à la nuit noire, le peuple submerge la ville. Devant l'affluence et conscients de leur force, les manifestants ne se dispersent pas. Je ne sais pas pourquoi mais je pense à *l'An 01* de Gébé, où tout un peuple qui manifeste organise un sit-in géant jusqu'à ce que le pouvoir tombe comme un fruit mûr. Il y a quelque chose dans l'air, un sentiment étrange et nouveau de vivre une révolution. Ce n'est plus la révolte contre la misère et la dictature. Ce n'est plus la contestation. Personne – et tous ceux qui sont là le ressentent – ne pourra faire revenir en arrière le peuple dans la rue. Des camions sillonnent la ville, transportant des grappes humaines qui crient cette fois leur joie d'être aussi nombreuses, aussi fortes. Dans l'histoire récente, je pense que le peuple portugais a



C'est une révolte sans tête où Donald Trump n'a pas hésité à appeler les Iraniens à descendre dans les rues, à s'attaquer aux lieux de pouvoir en affirmant qu'il arriverait pour les libérer.

connu le même sentiment lors du déclenchement de la révolution des œillets en avril 1974.

Il n'y a pas eu d'intervention extérieure alors pour aider les peuples d'Iran dans leur bataille pour en finir avec la dictature (combats politiques, idéologiques et aussi pour certains par la lutte armée). Au contraire, le Shah est un allié d'Israël, les Américains qui l'ont porté au pouvoir et toujours soutenu, quelle que soit l'horreur de la dictature, s'en tiennent encore à la « doctrine » de Roosevelt en 1939 à propos de Somoza, le dictateur nicaraguayen, « *c'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute* », même si Carter concédera dans les dernières semaines des affrontements que c'est au Shah de jouer et de trouver une solution acceptable.

Quelques semaines plus tard Khomeiny rentre d'exil, c'est la victoire de la révolution islamique.

AUJOURD'HUI

La grande différence avec ce qui se joue aujourd'hui, outre l'intervention américano-israélienne qui vise, comme en 1953, d'abord les champs pétroliers et pour Israël, l'éradication du régime et le dépeçage de l'Iran, est qu'il n'y a pas d'opposition prête à exercer le pouvoir. C'est une révolte sans tête où Donald Trump n'a pas hésité à appeler les Iraniens à descendre dans les rues, à s'attaquer aux lieux de pouvoir en affirmant qu'il arriverait pour les libérer. Le résultat, c'est que les Nord-Américains n'ont pas débarqué et que le peuple a été envoyé au massacre. En 1978/1979, il y avait une opposition structurée, organisée, dont on connaissait les leaders à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran. Une opposition, certes dominée alors par les soutiens à Khomeiny (encore que parmi ceux-ci cohabitaient plusieurs lignes politiques). Le premier président de la République islamique est Bani-Sadr, élu en 1980 avec 76 % des suffrages et le Premier ministre (pour quelques mois) Mehdi Bazarghan. Le second est l'un des héritiers politiques de Mossadegh, dont beaucoup étaient très hostiles aux communistes. Personne n'est dupe et on sait qu'il y aura plus tard un affrontement entre les forces les plus réactionnaires (autour des bazaris et d'une fraction du clergé) et la gauche, qu'elle soit laïque ou religieuse. Les germes d'une nouvelle dictature sont là, même si la société iranienne est plurielle. On remarquera aussi qu'une grande partie de ceux qu'on appelle les « réformateurs » au sein de la République islamique et que l'Occident nous a présentés comme des alternatives, sont les responsables des plus grands massacres contre les com-



munistes, les progressistes, les athées dans les années 1988/1989.

Aujourd'hui, les Américains et les Israéliens pensent que le changement de régime peut venir d'une guerre et d'une intervention militaire extérieure. La seule chose qu'ils obtiendront c'est l'extension de la guerre, la destruction économique de l'Iran et des États du Golfe, la soumission à une autre dictature, et sans doute, dans ce cas-là à une guerre civile qui pourrait aboutir à une partition de l'Iran. Mais cela fait partie des objectifs réels : un Iran désarticulé, comme l'ont été l'Irak et la Syrie, un Liban découpé en cantons, avec le Sud annexé de facto par Israël et le règne sans fin des compagnies pétrolières.

Et aussi l'expansion de cette guerre hors du Proche-Orient. À ce titre l'engagement de militaires ukrainiens auprès de certains États du Golfe risque fort d'étendre le conflit à l'Europe, déjà marquée par la guerre russo-ukrainienne. ●●

(Articlé rédigé le 24 février 2026.)

N.B La plupart des personnes que j'ai rencontrées lors de ce séjour ont été assassinées ou exécutées par le régime de Téhéran lors des répressions les plus sanglantes. Il y a une dizaine d'années j'avais rencontré par hasard à Paris une jeune Iranienne. Après recoupement nous pensons que sa mère, en exil, avait été l'une de mes accompagnatrices. L'autre avait été tuée après avoir été torturée. Du groupe des étudiants en médecine aucun n'avait survécu.

1. Le journal, entre les mains de propriétaires inféodés au Shah deviendra, après la révolution, la propriété de la Fondation des déshérités.

2. Dominique Bari (envoyée spéciale de *L'Humanité*), Pierre Trovel (photo-reporter à *L'Humanité*) et Jacques Varin (envoyé spécial de *France Nouvelle*)

3. Après la prise du pouvoir par Khomeiny, Montazeri est nommé vice-guide de la Révolution. À la suite de divergences sur la nature du pouvoir il est écarté, du vivant de Khomeiny, de la succession. C'est Ali Khamenei, un conservateur, qui deviendra le Guide suprême. Montazeri (qui ne peut être ni emprisonné, ni exécuté, car il est ayatollah) est assigné à résidence à Qom d'où il appellera à plusieurs reprises à soutenir l'opposition. Il est mort chez lui en 2009.

LA RÉVOLUTION DE 1848

ou l'éphémère Seconde République

• DEUXIÈME PARTIE / 26 juin 1848 - 2 décembre 1851
(des journées de juin au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte) •

À l'automne 1848, la République bourgeoise a terrassé la République démocratique et populaire en faisant pire en trois jours que la Monarchie de juillet en 18 ans. Les prisons et les bagnes sont de nouveau pleins de prisonniers politiques. Cette République fragile, réactionnaire et mal aimée est désormais à la merci de la tentation du pouvoir personnel d'un seul homme : Louis-Napoléon Bonaparte.

GEORGES KAPLAN

O n a beaucoup disserté au sujet du républicanisme pur de Louis Eugène Cavaignac. Possible... mais au vu de la répression impitoyable de juin 48, il n'était sûrement ni un républicain socialiste ni social démocrate ! Mais il entend respecter les institutions telles qu'elles sont issues des journées de février. Soit... Désigné par l'Assemblée constituante président du Conseil au soir du 28 juin, il constitue une équipe dont sont désormais exclus les républicains de la veille (les vrais !) Ledru-Rollin, Lamartine, Arago, Louis Blanc... L'Assemblée (où les conservateurs sont désormais ouvertement à la manœuvre) entend bien éviter toute nouvelle contestation : dans un premier temps, les clubs de discussion politique les plus « dynamiques » qui avaient éclos en février sont fermés et elle rétablit un droit de timbre et de cautionnement (taxes sur l'édition et l'autorisation de parution) pour les petites publications populaires (un tiers des publications républicaines disparaissent). Ce que le catholique social Lammenais résumera par la formule : « *Silence aux pauvres* ». De même l'Assemblée crée une commission d'enquête sur les événements du 15 mai et du 23 juin (début de l'insurrection ouvrière). Blanqui, Barbès et Raspail étant déjà sous les verrous, c'est Louis Blanc, Ledru-Rollin et leurs amis (qui n'ont pris aucune part active dans les deux

journées) qui sont clairement visés. Pour échapper à l'arrestation Louis Blanc s'enfuit et part pour un exil de près de 20 ans en Angleterre. Ledru-Rollin réussit à se disculper temporairement des accusations de sédition (partie remise).

La République sans la République (vers la réaction)

La Constituante discute, vote et promulgue la nouvelle constitution le 4 novembre 1848 : les députés sont élus au suffrage universel pour 3 ans et nouveauté (sur une initiative de Tocqueville), l'exécutif est représenté par le président de la République élu pour 4 ans sans possibilité de renouveler son mandat, sauf à laisser passer un délai de 4 ans avant de se représenter. La campagne pour l'élection présidentielle commence à la même période. Il y a du monde parmi les prétendants : le général Cavaignac qui se voit comme le rempart de la République contre l'anarchie, Lamamartine qui croit encore que son prestige républicain est intact, Ledru-Rollin qui se voit comme le seul vrai républicain, François Raspail (qui se présente depuis sa prison) et... Louis-Napoléon Bonaparte que la droite orléaniste (Thiers, Barrot) accepte de soutenir et s'est convaincue qu'il n'est qu'un fantoche manipulable : « *C'est un crétin que l'on mènera par le bout du nez* ». La suite lui prouvera sa grossière erreur d'analyse.

Les résultats du vote du 10 décembre, connus le 20 créent un séisme. À la surprise totale de ses adversaires, Louis-Napoléon Bonaparte est élu dès le premier tour avec 5 400 000 voix sur près de 9 millions d'électeurs, quasiment un plébiscite. Il fait 74% des voix contre 19,5% à Cavaignac (républicain de l'ordre), 5% à Ledru-Rollin (républicain démocrate socialiste). Raspail obtient 37 000 voix, Lamartine est humilié avec 20 000 voix. Comment ce député falot, sans programme clair, neveu de Napoléon I^{er}, juste auréolé de son nom prestigieux et plombé par le souvenir de deux tentatives de coup d'État* sous

Ce que le catholique social Lammenais résumera par la formule : « *Silence aux pauvres* ».



La République venue demander des comptes aux républicains fusilleurs du peuple. Caricature de Daumier parue après les journées de juin 1848.



Louis-Napoléon Bonaparte en 1851.

« Nous assistâmes, troublés, à la prestation de serment ne sachant si nous assistions à une conversion trop récente ou à un futur parjure. »

Victor Hugo

la monarchie de juillet a-t-il pu faire un tel carton ? Encore aujourd'hui, les historiens s'interrogent : le simple prestige de son nom, le souvenir de la gloire qu'il représente, le soutien de la droite et des grands propriétaires auprès des paysans, peu perméables aux idées républicaines ? En tout cas, à partir de son élection Louis-Napoléon va pouvoir commencer à s'imaginer un destin plus que présidentiel... Et pas uniquement en lissant ses moustaches le matin dans la glace.

En tout état de cause, le 20 décembre 1848, Louis-Napoléon prête serment et jure fidélité et respect à la Constitution devant des députés pour le moins circonspects : comme Victor Hugo le rapporte « *Nous assistâmes, troublés, à la prestation de serment ne sachant si nous assistions à une conversion trop récente ou à un futur parjure.* »

Le Prince-Président à la manœuvre

Véritable tournant du régime, le Président appelle dès le mois de janvier 1849, un gouvernement d'anciens orléanistes autour d'Odilon Barrot et du comte Falloux (à l'instruction publique où il ouvrira un boulevard aux congrégations religieuses sur l'enseignement primaire, secondaire et universitaire avec sa loi du 18 mars 1850). Il n'y a plus de républicains au gouvernement ! Un comble pour une Assemblée qui est quand même encore majoritairement républicaine (même modérée).

Les élections législatives (750 sièges à pourvoir pour cette édition) qui vont donner sa première Assemblée à la République ont lieu le 13 mai 1849. C'est une Assemblée conservatrice et très peu républicaine qui sort des urnes : le parti de l'ordre (tout un programme !) d'Odilon Barrot rassemble 450 députés, Ledru-Rollin avec ses démocrates-sociaux 180 (qui se feront appeler Montagnards en hommage à ceux de 93), Cavaignac et ses républicains 75. Le reste des sièges étant répartis entre légitimistes et sans étiquette (de droite).

À la suite d'une intervention de l'armée française à l'appel du pape contre la toute nouvelle République romaine (sur une initiative de Louis-Napoléon) ce qu'interdisait officiel-

* En 1836 à Strasbourg et 1840 à Boulogne où il tente de soulever des régiments. La deuxième tentative lui vaudra dix ans de prison au fort de Ham dont il s'évade en 1846. Le candidat à la présidentielle était donc putschiste et repris de justice !

lement la Constitution (*La République respecte les nations étrangères...*), Ledru-Rollin dénonce l'intervention romaine et réclame l'arrestation des ministres (Guerre et Affaires étrangères) impliqués. Sans succès. Il appelle à une grande manifestation sur les boulevards le 13 juin et dans le reste du pays pour faire pression sur l'Assemblée. La mobilisation est faible à Paris, le général Changarnier, commandant la garde nationale (légitimiste ultra réactionnaire nommé à ce poste pour ses capacités de répression) disperse les manifestants. D'autres manifestations de soutien à ce sujet feront par contre des dizaines de morts à Lyon. Ledru-Rollin est décrété d'arrestation, réussit à s'enfuir en Angleterre où il restera en exil jusqu'à la chute du Second Empire.

L'Assemblée continue sa politique réactionnaire, sur ce point Odilon Barrot et Louis-Napoléon sont d'accord. Le gouvernement se réserve le droit de fermer tout club politique ou d'interdire toute réunion politique. Le 27 juillet, elle adopte une nouvelle loi restrictive sur la presse (la censure revient).

Le 31 octobre 1849, Louis-Napoléon annonce la formation d'un gouvernement selon ses vues (composées de personnalités transparentes et dociles) et débarque les poids lourds orléanistes (Barrot, Tocqueville...). Une manière comme une autre de signifier qu'il n'entendait plus se soumettre à la pression de l'Assemblée.

Le vote de la loi Falloux (sur l'enseignement) le 18 mars 1850 marque l'aboutissement de la réaction conservatrice à l'œuvre depuis juin 1849. Elle enfonce le clou avec la loi du 31 mai 1850 qui réduit le corps électoral de près d'un tiers (on passe de 9 600 000 à 6 800 000 électeurs) et qui en plus entrave la presse avec de nouvelles mesures de censure. Police efficace, justice sévère, législation bien amendée, l'ordre pouvait être tranquille.

Une dernière option : le coup d'État

Louis-Napoléon pouvait commencer à démasquer ses ambitions. Il entame un tour de France démagogique (été 1850), républicain dans les villes, conservateur dans les campagnes : le Président se doit d'être présent auprès des Français et... surtout des préfets qui commencent à se rassembler autour de lui. Partout le Président se fait accompagner par une garde rapprochée (la Société du 10 décembre) qui le protège, fait la claque le cas échéant ou casse du républicain lorsque des cris hostiles lui sont adressés.

Il destitue le général Changarnier après l'incident de la revue de Satory (qui avait saqué des officiers qui avaient crié « *Vive l'empereur !* ») Tollé à l'Assemblée dans la majorité. Louis-Napoléon tient bon. Puis forme un nouveau gouvernement le 24 janvier 1851, encore plus transparent que le précédent avec des fidèles dévoués et inconnus (le petit ministère).

Désarroi à l'Assemblée, désormais coupée en quatre : les républicains (les vrais), les orléanistes (qui évolueraient plutôt vers la gauche), les légitimistes (plutôt prêts à soutenir le pouvoir) et le parti de l'Élysée (les bonapartistes qui ne se cachent plus).

Louis-Napoléon fait encore l'effort d'atteindre le pouvoir absolu dont il rêve par la voie légale : la révision constitutionnelle. C'est-à-dire obtenir légalement soit le prolongement de son mandat ou la possibilité de le doubler. L'Assemblée qui devait se prononcer par une majorité des 2/3 rejette la révision. Démagogue avisé et fin manœuvrier, Louis-Napoléon propose de revenir vers le suffrage universel (on se rappelle que la loi du 31 mai l'avait réduit). Ce faisant, il divise encore

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le PRÉSIDENT de la République DECRÈTE :

ART. 1.

L'Assemblée nationale est dissoute.

ART. 2.

Le Suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.

ART. 3.

Le Peuple français est convoqué dans ses comices à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.

ART. 4.

L'Etat de siège est décrété dans l'étendue de la 1^{re} division militaire.

ART. 5.

Le Conseil d'Etat est dissous.

ART. 6.

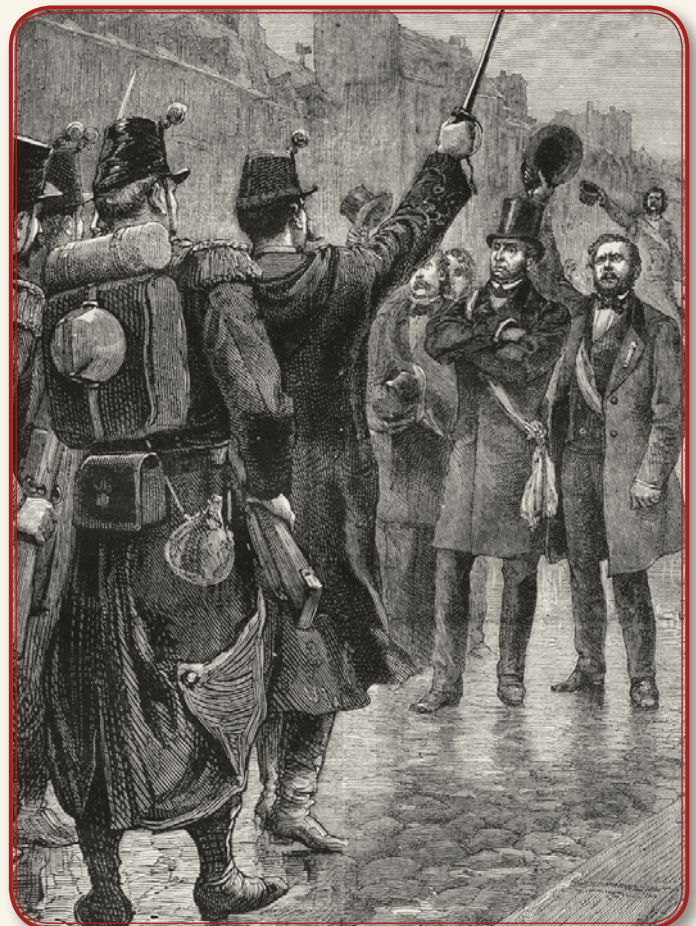
Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de l'Élysée, le 2 décembre 1851.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE MORNY.



Le député Victor Schœlcher face aux soldats devant la barricade de la rue du Faubourg Saint-Antoine. Alphonse Baudin, son collègue se tient à l'arrière-plan à droite sur la barricade où il va trouver la mort (voir illustration ci-contre).

**La révision et le retour au suffrage populaire
rejetés, Louis-Napoléon n'a donc plus
beaucoup d'alternatives... Il n'en reste qu'une :
le coup d'État.**



Le député Alphonse Baudin venu haranguer les ouvriers Faubourg Saint-Antoine sera battu sur la barricade le 3 décembre 1851.

plus l'Assemblée en faisant mine de se rapprocher des républicains (que cela embarrasse) et en désignant les conservateurs comme ennemis du suffrage populaire. Parallèlement, Louis-Napoléon s'assure de la fidélité de certains préfets, et consolide ses liens avec les généraux (Changarnier hors du paysage politique, ils ne lui opposeront qu'une faible résistance).

La révision et le retour au suffrage populaire rejetés, Louis-Napoléon n'a donc plus beaucoup d'alternatives... Il n'en reste qu'une : le coup d'État.

L'Assemblée écarte la seule arme législative qui pouvait la prémunir de toute tentative de coup d'État : « la proposition des questeurs. » Par ce texte, le président de l'Assemblée se voyait doté de la possibilité de faire appel à la force armée pour protéger la représentation nationale. Les conservateurs (orléanistes et légitimistes) votent contre, persuadés que ce serait donner un moyen aux républicains de tenter un nouveau coup de force et les républicains de même parce qu'ils y voient une arme directement dirigée contre eux en cas de crise politique. La proposition est rejetée à la majorité le 17 novembre. C'est donc avec un certain soulagement que Louis-Napoléon apprend que l'Assemblée s'est privée du seul moyen de réagir. À cette date, les préparatifs du coup d'État sont déjà bien avancés (depuis au moins 5 mois).

2 décembre 1851, la fin de la République

Le jour du coup d'État n'a pas été choisi par hasard, c'est le jour anniversaire de la victoire d'Austerlitz (2 décembre 1805). Détail révélateur, l'opération portait le nom de « Rubicon* » (on appréciera le clin d'œil à César qui l'avait franchi dans la Rome antique). Plus que la conquête du pouvoir, qui du fait du contrôle par Louis-Napoléon de l'armée, de la police, du corps préfectoral et des forces de gendarmerie, il s'agit de se prémunir de la réaction des députés et des leaders politiques (orléanistes, légitimistes et républicains). Une liste de pros-

« Vous allez voir qu'on peut mourir pour 25 frs par jour ».

Alphonse Baudin aux ouvriers du Faubourg Saint-Antoine

cription a donc été établie où sont mentionnés tous les noms des personnalités politiques à arrêter (les républicains surtout) et ceux à assigner à résidence (orléanistes et légitimistes).

Le coup d'État commence dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1851 par l'occupation de l'imprimerie nationale (avec la complicité

de son directeur) pour composer et imprimer les affiches annonçant le coup d'État. Le travail de composition et d'impression sera compartimenté pour que les ouvriers du livre (lettrés) ne réalisent pas trop vite le contenu des affiches qu'ils doivent fabriquer. Dans la nuit, les colleurs d'affiche placardent (sous bonne garde) sur tous les murs de Paris les affiches annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, la préparation d'une nouvelle constitution et le rétablissement du suffrage universel (pure démagogie, les Français ne seront plus appelés à voter que pour des plébiscites à l'avenir). À l'aube, les arrestations commencent, au saut du lit : Changarnier, Cavaignac le « républicain », l'orléaniste Thiers, les républicains Martin Nadaud, Agricola Perdiguer et bien d'autres... Tout ce joli monde est emprisonné à la prison de Mazas. Les députés qui n'ont pas encore été arrêtés (à peu près 200) se rassemblent dans les bâtiments de l'administration de l'Assemblée, tentent de réagir et votent la destitution du président de la République (un peu tard). Encerclés par la police appuyée de régiments militaires, ils se rendent et sont acheminés, bien encadrés, vers la prison de Mazas (il devait y avoir de la place). On trouve parmi eux Odilon Barrot, Alexis de Tocqueville, Charles de Rémusat que l'épisode traumatisera longtemps (ils seront relâchés une fois Paris sous contrôle). Le Paris populaire assiste médusé et inquiet à l'événement, mais ne semble pas réagir (le souvenir des journées de juin est encore douloureux).

Les républicains qui ont échappé à l'arrestation se rassemblent autour de Victor Hugo, Schœlcher, Quinet et Carnot (près de 60 députés) pour former un Comité de résistance et appeler le peuple de Paris à l'insurrection. Le 2 décembre au soir, le coup d'État n'est pas encore une réussite. Et Louis-Napoléon n'a pas le soutien de l'homme de la rue qui reste hésitant et circonspect.

Néanmoins, dans la matinée du 3 décembre, des barricades

* "Il Rubicone" est le nom de la rivière qui marquait la limite nord du territoire de la Rome antique républicaine et que ne devaient pas franchir les troupes armées, ce que fit Jules César pour prendre le pouvoir en 49 av. J.-C.



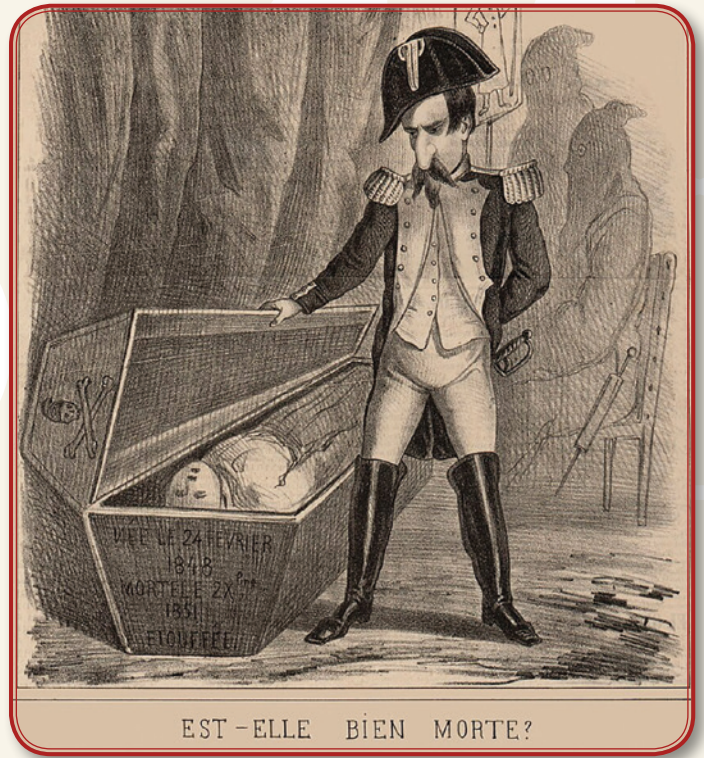
Il y eut de nombreuses exécutions sommaires en province, commises par les gendarmes en particulier, comme le montre cette gravure.

se forment sur les axes (habituels) de l'Est parisien : rue du Faubourg du temple, rue de Charonne, rue de Ménilmontant, etc. Mais c'est la barricade de la rue du Faubourg Saint-Antoine qui va passer à la postérité. Victor Schœlcher est à la tête d'une délégation d'élus républicains avec le député Alphonse Baudin et tentent de convaincre les ouvriers de la nécessité de résister au coup de force. Ils s'entendent répondre que les ouvriers n'ont pas l'intention de mourir « *pour des bourgeois qui touchent 25 frs par jour* (l'indemnité parlementaire). » Alphonse Baudin monte sur la barricade et leur réplique : « *Vous allez voir qu'on peut mourir pour 25 frs par jour* ». Schœlcher est brutalement écarté par la troupe, un ouvrier tire en direction des soldats qui répliquent : le député Alphonse Baudin s'effondre sur la barricade.

Même s'il semble qu'une résistance populaire s'organise, elle n'a pas l'ampleur des journées de juin 48 (on le comprend aisément, difficile de se motiver pour un régime qui vous a mitraillé 3 ans auparavant).

C'est vraiment dans la journée du 4 que le coup d'État va s'imposer. Les troupes défilant sur les grands boulevards (sur ordre de la préfecture) sont invectivées et apostrophées aussi bien par de simples passants que quelques bourgeois qui marquent là leur désapprobation du coup d'État. Inconscience, incident provoqué, faux prétexte ? On ne saura jamais... Au signal de quelques coups de feu isolés, la troupe déclenche une fusillade intense, générale sur toute la longueur des boulevards. On relève des dizaines de tués, même parmi les bourgeois. Cette manœuvre de terreur volontaire va avoir un effet psychologique très efficace. Les quelques barricades sont reprises progressivement dans la soirée pendant que les bourgeois traumatisés se terrent chez eux. Le coup d'État est maintenant terminé à Paris.

La province ne réagira qu'à partir de la journée du 5. Les provinciaux républicains, qui ont appris les nouvelles de Paris avec 48 à 72h de décalage (même avec l'impression des affiches dans les chefs lieux de département) commencent à



s'organiser en colonnes ou milices républicaines et prennent d'assaut qui une mairie, une préfecture, qui une gendarmerie avec des succès très aléatoires suivant les endroits. C'est plus dans des villes moyennes que cette réaction républicaine sera notable. Dans la Nièvre à Clamecy, dans le Loiret à Montargis, dans le Jura à Poligny, plus dans le Sud : Béziers, Agen, Auch et surtout dans le Var au Luc, à Salerne près de Draguignan. Il faudra près de 10 jours aux troupes régulières pour reprendre le contrôle des départements insoumis avec le cortège habituel de tués dans les affrontements, des arrestations, des exécutions sommaires (il y en eut). Les chiffres sont incertains (Louis-Napoléon n'avait pas intérêt à ce que l'on décomptât le nombre exact de tués s'étant opposés au coup d'État dans l'ensemble du pays : peut-être 1 500 morts, peut-être moins, peut-être plus...). Par contre, c'est une véritable répression anti-républicaine qui se met en place dès la fin décembre. Tous les républicains identifiés comme tels, qu'ils aient résisté ou non au coup d'État sont pourchassés et arrêtés. Simples citoyens ou élus, les arrestations sont massives : c'est près de 25 000 personnes qui se retrouvent en prison ou au bagne. 70 députés de l'opposition républicaine font les frais de cette répression et sont proscrits s'ils ne sont pas arrêtés : Hugo, Raspail, Nadaud, Quinet, Schœlcher sont priés de partir pour l'exil...

Les clous dans le cercueil de la République

La République abattue, il ne restait plus qu'à enfoncer les derniers clous de son cercueil : un premier plébiscite le 20 décembre avec un président nommé pour 10 ans, des ministres dépendant de lui seul, un corps législatif remplaçant l'Assemblée nationale réduite à la portion congrue (250 députés alors qu'il y en avait 750 avant). Le 31 décembre, les Français, résignés répondent oui par 7 millions de voix contre 640 000 non. Le 20 novembre 1852, un deuxième plébiscite rétablit l'empire et la dignité impériale (7 800 000 oui !). Louis-Napoléon, le Prince-Président prend le nom de Napoléon III. La France entame l'autocratique Second-Empire... Napoléon III aurait dû méditer les mots de Talleyrand : « *On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus.* » Après 20 ans de pouvoir, plusieurs guerres et une capitulation honteuse à Sedan le 2 septembre 1870, la République est proclamée le 4 septembre. Napoléon III prend le chemin de l'exil... comme Charles X, Louis-Philippe vers l'Angleterre. Il y meurt 3 ans plus tard. ●



Aux éclats !

ANNE DUVIVIER



Peut-on rire de tout ? Oh oui ! Avec Mikko, prof de philo, mais aussi auteur et illustrateur de BD, et Aurélien Péron, prof d'histoire, qui signent un cours de géopolitique aussi instructif que drôle. L'idée de départ est simple : la planète, c'est un immeuble de cinq étages, chacun occupé par un continent, lui-même réparti

en appartements, les pays. La copropriété n'a rien de paisible, encore moins d'égalitaire, et les conflits de voisinage ne datent pas d'hier. Monsieur Guterrez, le gardien, armé de son seul balai, a bien de la peine avec cette bande de fous furieux et aspire à la retraite : « *Mais votre mandat de concierge c'est jusqu'à quand ?* » « *31 décembre 2026. Je peux vous dire que le 1^{er} janvier, avec madame Guterrez, on sera au soleil avec un mojito.* »

En attendant, il se coltine les tracas quotidiens, les guerres, le terrorisme, la crise climatique, les inégalités, la culture mondialisée, les bouleversements dus à l'IA etc. Rien de bien désopilant a priori, sauf que... eh bien, si ! Il faut commencer par suivre l'agent immobilier dans les différents appartements, la visite donne le ton : « *Alors, j'ai celui-là, exposé plein Sud, très moderne... Bon, faut aimer les blaireaux.* » (Dubai), « *Celui-ci, on va pas se mentir, y a plein de problèmes : il est hyper humide, le diagnostic DPE est pas bon, on y bouffe mal, la déco est claquée... mais la zique est bonne* » (Royaume-Uni), sans oublier « *des biens atypiques (...)* à rafraîchir un peu, mais beaucoup de cachet » (Le Vatican) ou « *Si vous êtes pas contre quelques travaux, j'ai celui-là* »... La Palestine, livrée avec le Donald Project de Riviera ! Le syndic, alias l'ONU, est dirigé par Donald, bien gratiné, mais difficile de faire plus caricatural que le modèle et le contrôle de la chaudière au sous-sol flanque des sueurs froides à tout l'immeuble en proie au chaos permanent, bien sûr. Belle performance de vulgarisation que de traiter de sujets complexes, polémiques, dramatiques, anxiogènes, avec cette clarté et cette dose massive d'humour. Même la question de la dette se lit avec gourmandise. Mikko parle couramment la langue de ses élèves et nous sert des dialogues vraiment drôles, accompagné des dessins qui ont fait sa renommée sur Instagram. Belle performance aussi que de parvenir à euphémiser le 7 octobre, Gaza, le Soudan et tant d'autres souffrances, en laissant poindre partout la compassion.

Entre deux chapitres, Aurélien Péron consolide nos connaissances en quelques lignes limpides et factuelles, jamais pédantes, moralisatrices ou

ennuyeuses. Car cette lecture jouissive nous rend pourtant spectateurs d'un monde dévasté, dont les maîtres, Donald, Vlad, Manu et les autres, font souvent figure de clowns. « *Sévèrement rude, la conclusion. J'avoue ! On peut pas les laisser comme ça* » se disent l'un à l'autre les auteurs, avant d'énumérer quelques jolies raisons d'espérer, et de nous rappeler à toutes fins utiles « *on n'a pas de leçons à te donner mais en tout cas faut pas être paralysés* ». Message toujours utile entre deux échéances électorales. Nous sommes tous responsables de la maison commune. ●

La guerre des voisins, La géopolitique à hauteur d'immeuble, Mikko, Dargaud, 176 pages, 2025, 23,50 €.

Sans alcool bluffant

AD



Avec le retour de beaux jours, des *Happy Hours* aux terrasses encore ensoleillées, sur fond de fort besoin de se détendre et de dissoudre un quotidien anxiogène dans un peu de griserie, notre pays des bistrotts et du sacrosaint apéro n'en a pas fini avec l'alcool, qui continue

pourtant, chacun le sait, de faire des ravages sur notre santé, en dépit de la loi Évin, du *Dry January* et de toutes les injonctions à plus de sobriété. Il faut dire que jusqu'à présent, les alternatives ne paraissent guère à la hauteur, en termes gustatifs ni... cosmétiques. Le cocktail aux couleurs profondes sous sa tranche d'agrumes, dans sa coupe fine évasée, contre l'eau à bulles dans un verre épais floqué de sa marque, terni par la controverse et des années de lave-vaisselle, ça ne garantit pas un match équilibré. Et un jus de fruits multivitaminé ne procure jamais cette douce chaleur dans le gosier, qui anesthésie confortablement le goût amer de la réunion qu'on vient d'endurer. Mais dans ce domaine aussi les choses changent et même s'améliorent (les réunions parfois, mais ici les boissons). C'est le sujet de ce livre fort agréable et instructif, d'Augustin Laborde qui a ouvert en 2022 dans le 19^e arrondissement de Paris un café-boutique entièrement sans alcool, puis une cave, avec une très large gamme de vins et de bières désalcoolisés, mais aussi de nouveaux produits dits « gastronomiques ». Ces derniers offrent une diversité sensorielle et un substitut au vin pour plats raffinés, ainsi qu'une palette de cocktails visant à produire des sensations gustatives dignes de ce nom.

Aucun dogmatisme chez Laborde, qui explique souhaiter simplement élargir le spectre des boissons sans alcool pour tous ceux qui veulent l'arrêter,

réduire leur consommation ou simplement expérimenter une nouvelle tendance. Avec beaucoup d'informations, de témoignages, d'entretiens, de données chiffrées, de critiques, de conseils, de nombreuses illustrations, le livre est également un guide pour choisir des produits de qualité qui ne découragent pas le néophyte dès la première gorgée. En prime, des recettes de cocktails, faciles à réaliser et convaincantes, comme cette pina colada pour laquelle on trouve les ingrédients dans n'importe quel rayon de supermarché (lait de coco, concentré liquide de gingembre, citron vert, jus d'ananas) qui avec quelques glaçons dans un joli verre, laisse en bouche cette sensation de frais et de chaleur mêlés (le gingembre) qu'on apprécie tant. Le sans-alcool nouvelle génération est arrivé, il est tendance et peut devenir très addictif, qu'on se le dise... ●

Sans alcool, 1001 boissons pour un nouvel art de vivre, Augustin Laborde, Maud Catté, Fabien Humbert, Massin, 2e édition 160 pages, 2024, 25,90 €.

Deux magiciens

AD



Au commencement, il y a la rencontre émerveillée de Pennac enfant, avec le tableau de sa vie, *Bleu II*, et fortuitement avec l'artiste, Miro. Puis insensiblement, par petites touches, comme des taches de couleur, on glisse vers une évocation tendre et poétique de regards tout neufs d'élèves sur des reproductions d'œuvres d'art,

sous l'œil de cet enseignant si peu conventionnel qui les écoute, en les regardant regarder. Et on en arrive à cette aventure telle que la vie en produit, plus étonnante que ce qu'une imagination fertile pourrait inventer. Pennac remarque au Centre Pompidou un homme qui semble guetter les visiteurs, en suit certains dans leur pérégrination, et les photographie de dos devant un seul tableau. Il s'amuse à suivre à son tour cet original, qui, à son insu, l'entraîne dans d'autres musées, où il se livre au même manège. Quelque temps après, lors d'une visite médicale, Pennac découvre dans le dermatologue qui le reçoit, le mystérieux photographe, et n'hésite pas à l'interroger. Le médecin, Daniel Mallet, lui confie alors une boîte remplie de ses photos et commence entre eux une belle histoire d'amitié et une aventure artistique singulière. Daniel Mallet choisit un seul tableau, puis une personne dans la foule des visiteurs, et lui emboîte le pas en espérant qu'elle s'arrêtera devant cette toile précise. Quand tel est le cas, il la photographie discrètement de dos, avec l'œuvre. Sur quels critères effectue-t-il ses choix ? C'est ce que Pennac, ébloui, découvre en parcourant les photos, puis en accompagnant leur auteur dans sa quête patiente, délicate, de l'instant fugitif où le regard

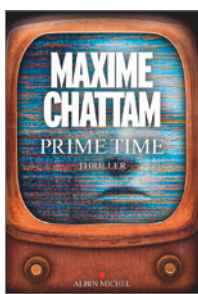
du spectateur se pose sur la toile. La seconde partie du livre, qui reproduit un choix des photos, nous entraîne dans cette démarche. Mallet joue sur les correspondances entre le tableau et son spectateur. On ne vous en dira pas plus sur le sujet, pour vous laisser embarquer à votre tour dans ces magnifiques, surprenantes, poétiques découvertes. On ne voit jamais le visage de la personne photographiée, mais celui de la personne regardée lorsqu'il s'agit de portraits, avec l'amusement de ne plus très bien discerner qui regarde qui, sur ce que Mallet regarde. Et que nous regardons à notre tour, comme un cadeau, l'invitation à entrer dans cette farandole d'instant de beauté, de disponibilité et de gratuité, saisis avec générosité et humour. On pense bien sûr à l'album magnifique de Luz, *Deux filles nues*, où l'œuvre découvre à mesure qu'elle prend forme, l'artiste qui la peint, puis tout le monde qui l'entoure. Instants où on se fond dans la toile, comme Alice passe de l'autre côté du miroir, comme on se laisse emporter dans le Bleu de Miro. On ressort de cette lecture avec le sourire, la gratitude d'avoir partagé un moment unique, et une bouffée d'amour pour les gens en général et Daniel Pennac en particulier, qui nous instille du bonheur à chaque livre... ●

Le roman des regards, Daniel Pennac, Laurent Mallet, Philippe Rey, 205 pages, 2025, 25 €.

Pour rappel, **Deux filles nues, Luz, Albin Michel, 2024, 196 pages, 24,90 €.** (Cf. *Le tableau qui nous regarde*, AD, Impac 198, p 36.)

Prise d'otage

AD



Vient de sortir en poche, le dernier policier de Maxime Chattam, qui sur plus de 600 pages nous retient en régie, les yeux rivés sur le plateau d'un journal télévisé de 20 heures, dont le présentateur vedette est pris en otage par un homme masqué qui menace de le tuer, ainsi que trois techniciens, si on interrompt le direct. Le GIGN est sur zone, mais comment intervenir, alors que des millions de spectateurs sont scotchés devant leurs écrans pour une séance de télé-réalité hors norme. Le lecteur a tout le temps de découvrir l'univers cruel du JT et de suivre l'enquête des gendarmes d'élite, à commencer par le sympathique négociateur. Ça pourrait être long et fastidieux, mais on se surprend à enchaîner les chapitres dans l'attente anxieuse du dénouement, comme en temps réel. C'est intelligent, documenté, totalement prenant ! ●

Prime time, Maxime Chattam, Pocket, 662 pages, 2025, 10,30 €.

Une certaine idée de la liberté de la presse...

RÉMI CHAMPENIER

L'extrême droite n'aime pas la liberté de la presse. Entre les journalistes interdits de meeting, les militants qui s'empressent de placer leurs mains devant les objectifs des caméras ou des appareils photo, les procès en diffamation déclenchés dès qu'une plume un peu trop lucide ose rappeler les origines antisémites et nazies du mouvement, le constat est limpide : les fachos n'aiment ni la liberté de la presse ni, en réalité, la liberté d'expression lorsqu'elle ne sert pas leurs intérêts. Même chez eux, la contradiction est mal tolérée. Sur CNews, les chroniqueurs qui s'écartent un peu trop des certitudes assénées par Pascal Praud sont généralement invités à aller exercer leur esprit critique ailleurs. Pour mesurer leur hostilité envers les journalistes, il suffit de se plonger dans le rapport publié en février dernier par *l'Observatoire français des atteintes à la liberté de la presse*. Pour cette première édition, l'association s'est concentrée sur l'année 2024. Une année particulière. Celle d'une dissolution aussi soudaine que mal calculée par Emmanuel Macron, qui a failli offrir les clés de l'Assemblée nationale à l'extrême droite. L'entre-deux-tours a notamment donné un aperçu inquiétant de ce que pourraient devenir les rapports entre le pouvoir et la presse si le RN accédait un jour aux responsabilités nationales. Intimidations, menaces, médias interdits d'accès à des événements publics, reporters pris à partie lors de réunions politiques... Décidément, les héritiers de Jean-Marie Le Pen ont du mal à perdre certaines habitudes.

Hénin-Beaumont, laboratoire du RN

Les journalistes de *La Voix du Nord*, eux, n'ont malheureusement pas attendu ce rapport pour comprendre que l'extrême droite supporte difficilement une presse indépendante. L'exemple d'Hénin-Beaumont est devenu emblématique. Pressions répétées. Tentatives d'intimidation. Obstacles au travail des journalistes. Utilisation du journal municipal pour attaquer le quotidien régional. Multiplication des droits de réponse... Depuis 2014, date de l'arrivée du Rassemblement national à la tête de la ville, Reporters sans frontières a recensé 161 demandes de droit de réponse émanant de la municipalité ou de ses représentants. Quant aux informations adressées à la rédaction, elles semblent parfois voyager à dos d'escargot. Bref, Hénin-Beaumont est souvent présentée comme la vitrine du savoir-faire municipal du RN. Cela laisse songeur.

À moins, bien sûr, que le modèle idéal ne soit celui d'une presse docile. Des médias à la Bolloré, en somme. Une presse capable de consacrer de gros titres à des supporters du PSG grimant sur le capot d'une voiture pour célébrer une victoire en Ligue des champions, mais qui oublie curieusement de signaler que, le même soir, le député macroniste Karl Olive s'est livré exactement au même exercice. Il faut dire que l'intéressé possède ses ronds de serviettes à CNews et à Europe 1. Il avait même signé une tribune de soutien à Geoffroy Lejeune lors de son arrivée à la tête du *Journal du Dimanche*. Alors certes, Karl Olive est lui aussi supporter du PSG. Certes, il est lui aussi monté sur une voiture. Mais il présente deux différences majeures : il ne contrarie jamais les éditorialistes de la maison, et il est blanc. Dans certains médias, cela semble constituer une circonstance atténuante particulièrement efficace. ●

Bref, Hénin-Beaumont est souvent présentée comme la vitrine du savoir-faire municipal du RN. Cela laisse songeur.



Carton

Fédération des travailleurs
des industries du **Livre**,
du **Papier** et de la **Communication CGT**

Distribution

Kerjouanno (Arzon)

Edition

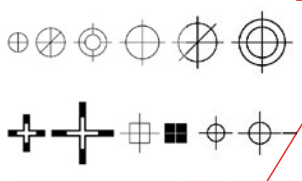
10^e 12-16 octobre
2026

Labeur

c1	789	c2
m1	789	m2
y1	789	y2
k1	789	k2

Congrès
filpac cgt

Papier



40 ans

Presse

Notre cohésion, notre solidarité,
notre détermination, pour défendre
nos savoir-faires et nos emplois

Publicité

